



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3 - Courriel : allaire.luc@lacsq.org - Tél. : + 1 514 356 8888

46, avenue d'Ivry, 75647 Paris CEDEX 13, France - Courriel : president@csfef.org - Tél. : +33 1 40 63 28 32

Site internet : www.csfef.org

Déclaration du CSFEF en vue du XIX^e Sommet de la Francophonie

Créer, innover, entreprendre en français – C'est possible, mais jamais sans l'éducation et la formation !

Le prochain Sommet de la Francophonie, qui aura lieu en octobre 2024 en France aura pour thème « Créer, innover, entreprendre en français ».

Une éducation et une formation de qualité en français sont, à n'en pas douter, des conditions essentielles pour atteindre ces objectifs. En effet, pour que les pays francophones puissent créer, innover et entreprendre en français, ils doivent disposer d'un réseau de l'éducation permettant non seulement de bien former l'ensemble des élèves, mais aussi d'offrir des programmes de formation professionnelle et technique et d'éducation des adultes accessibles et de qualité.

Toutefois, tous les pays francophones, tant ceux du Nord que ceux du Sud font face à des pénuries d'enseignantes et d'enseignants et de personnel en éducation qui risquent d'entraîner des conséquences désastreuses pour le développement de nos pays.

Comme le démontre le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante qui a lancé, en février 2024, des recommandations historiques pour mettre fin à la pénurie mondiale des enseignantes et enseignants et renforcer la profession, cette pénurie est due principalement au sous-financement de l'éducation publique.

Pour faire face à ce sous-financement, le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF) demande aux chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de mettre en œuvre les [recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies](#), qui vient notamment à offrir des salaires compétitifs, équitables et professionnels pour les enseignantes et enseignants, alignés sur ceux d'autres professions exigeant des niveaux d'études similaires ; à assurer un financement équitable de l'éducation et à investir durablement dans la profession enseignante ainsi que dans le personnel professionnel et de soutien ; et de mettre fin aux mesures d'austérité qui affectent l'éducation.

Lors du Sommet de la Francophonie, le CSFEF appelle les gouvernements des pays francophones à transformer les 59 recommandations de l'Organisation des Nations Unies en réalité.

L'heure est venue de démontrer l'importance de l'éducation publique et de veiller à ce que les gouvernements financent pleinement l'éducation.